



DANS CE NUMÉRO

- **UNOWAS, la MISAHEL, la Commission du Bassin du Lac Tchad et la Force Multinationale Conjointe discutent de la situation sécuritaire dans la région**



Baga-Sola (Lac Tchad) Peu de pêcheurs osent s'aventurer sur les eaux du Lac depuis le début de la crise Nigérienne. Crédit: UN CHAD

Dans le cadre de sa visite conjointe au Tchad avec le Président Buyoya, Chef de la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel (MISAHEL)...[Lire la suite P.4](#)

- **L'Afrique de l'Ouest et le Sahel, sujets-phares de la 71ème Session de l'Assemblée générale des Nations-Unies**



Des réfugiés nigériens arrivent sur les îles du lac Tchad au Niger. Nigeria IRC (UNHCR partner in south Niger) / September 2014

L'Afrique de l'Ouest et la région du Sahel ont figuré en bonne place dans les débats de la 71ème session de l'Assemblée générale, ouverte le 19 septembre 2016...[Lire la suite P.5](#)

Interview

- **Toby Lanzer: «Le Bassin du Lac Tchad connaît aujourd'hui la plus grande tragédie de son histoire»** [P.11](#)

Reportage

- **Un filet de sécurité pour des réfugiés nigériens sur les rives du lac Tchad.** [P.8](#)
- **Du Nigeria au Cameroun: un voyage à travers la faim.** [P.10](#)

Portrait

- **Fatima Kyari Mohammed: le sens de l'engagement** [P.14](#)

Focus

Le soutien des Nations Unies pour faire face à l'insécurité dans le Bassin du Lac Tchad

Depuis la mort en garde à vue, en 2009, de l'ancien dirigeant de Boko Haram, Mohammed Yusuf, le niveau d'assassinat et de destruction, l'asservissement de filles et de femmes et la destruction de moyens de subsistance infligés par le groupe retiennent l'attention du monde entier...[Lire la suite P.3](#)



La délégation d'UNOWAS en réunion au QG de l'armée de l'air du Nigeria à Abuja

© UNOWAS

Editorial

« Ne perdons pas l'objectif des yeux »

Par Mohamed Ibn Chambas

C'est bien connu que la situation sécuritaire globale dans la zone du bassin du Lac Tchad demeure précaire et volatile.

Les efforts de la communauté internationale à faire face et à juguler la terrible violence de Boko Haram sont louables. Mais le groupe est toujours capable de mener sa campagne de terreur. Evitant l'engagement direct, il s'appuie sur les embuscades, l'utilisation d'engins explosifs improvisés et des attaques-suicide pour cibler les groupes vulnérables.

La situation humanitaire s'est, de ce fait, détériorée, avec son lot d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Selon OCHA, des 21 millions de personnes vivant dans les zones affectées du Nigeria, du Tchad, du Cameroun et du Niger, près de 2,4 millions ont été déplacées par la rébellion. Plus

de 9 millions de personnes dans la région sont en besoin d'aide humanitaire, 7 millions en situation critique d'insécurité alimentaire et près de 480 000 enfants sont confrontés à une malnutrition sévère. Et dans les mois à venir, il est prévu une hausse des taux de malnutrition.

Je répète ces statistiques pour rappeler à tous les conditions déplorables de vie quotidienne des communautés affectées, et que nous ne perdions pas l'objectif de vue, que nous gardions à l'esprit que les femmes, les enfants et les personnes âgées demeurent les plus vulnérables. C'est ce que j'avais à l'esprit lorsque j'ai visité Maiduguri, la capitale de l'Etat de Borno. Avec les centaines de milliers de déplacés internes qu'elle abrite, Maiduguri est un symbole des souffrances causées par la violence de Boko Haram. Elle est en même temps une démonstration

...Page 2

Infographie

- Réfugiés et Déplacés internes dans le Bassin du Lac Tchad **P.13**
- 12 Choses à savoir sur UNOWAS **P.17**

A Lire

Investir dans la paix et la prévention de la violence en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel-Sahara : Conversations autour du Plan d'action du secrétaire général



Link: <http://bit.ly/2gZolWU>

Suivez nous sur:

- unowas.unmissions.org
- twitter.com/UN_UNOWAS
- facebook.com/UNOWAS
- flickr.com/UNOWAS

UNOWAS E-Magazine est un magazine trimestriel en ligne qui vous informe sur les activités d'UNOWAS. Il est conçu et préparé par le Bureau de Communications et de l'Information Publique. Pour plus de renseignements sur le contenu de ce numéro, merci d'écrire à : unowascpio@un.org

...Editorial

du courage, de la résilience et l'hospitalité de ses habitants. Pendant mes visites aux camps de NSG et Bakassi, qui abritent respectivement 17.000 et 10.000 déplacés internes, j'ai pu voir, la détresse dans les regards, que ces statistiques sont une réflexion et une conséquence d'une épreuve créée par les hommes. J'ai assuré les populations de l'Etat de Borno de l'engagement des Nations Unies à les soutenir pendant ces moments éprouvants et j'ai appelé à une forte augmentation de l'aide humanitaire des Nations Unies.

Je félicite l'Armée et le gouvernement nigériens et la coalition militaire de la Force Multinationale Conjointe engagés dans la lutte contre Boko Haram. Il est impératif que la communauté internationale soutienne concrètement et effectivement la Force mixte afin qu'elle atteigne des résultats meilleurs.

Il est très préoccupant de savoir que le Plan de réponse humanitaire 2016 pour la région du Bassin du Lac Tchad, qui nécessite 739 millions de dollars US, est financé à seulement 41%. Cela va sans dire que les 163 millions de dollars US additionnels promis par les donateurs en septembre sont les bienvenus. Les besoins sont énormes et une réponse appropriée devrait nous permettre de poursuivre le soutien plus que nécessaire aux populations affectées.

On sait tous que s'attaquer aux racines de l'extrémisme violent et du terrorisme demeure la clé pour endiguer les incalculables campagnes de violence dont nous avons été témoins ces dernières années. La situation requiert un partage plus équitable des ressources nationales, et des actions significatives des décideurs sur les questions d'exclusion, d'injustice sociale et de privations.

Dans la même logique, il est important de souligner que les Armées composant la Force mixte sont des institutions nationales, répondant à des codes, des principes et des règles d'engagement. Selon ces règles, le strict respect des lois et droits humains doit en toute circonstance guider toutes leurs actions. Les institutions et appareils sécuritaires d'Etat ne devraient pas, dans la lutte contre les terroristes, recourir à des méthodes qui pourraient retourner les populations contre eux ou à les pousser à rejoindre les insurgés.

Une fois de plus, j'aimerais réaffirmer la solidarité active des Nations-Unies et de toute la communauté internationale avec les gouvernements et les peuples de la République fédérale du Nigéria, du Cameroun, du Niger et du Tchad, dans la lutte contre le terrorisme international qui se manifeste dans les pays du Bassin du Lac Tchad dans la forme des activités terroristes de Boko Haram.

Mohamed Ibn Chambas

Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

Le soutien des Nations Unies pour faire face à l'insécurité dans le Bassin du Lac Tchad

Depuis la mort en garde à vue, en 2009, de l'ancien dirigeant de Boko Haram, Mohammed Yusuf, le niveau d'assassinat et de destruction, l'asservissement de filles et de femmes et la destruction de moyens de subsistance infligés par le groupe retiennent l'attention du monde entier. En réponse, les Nations Unies ont adopté une approche qui mobilise son expérience, sa capacité organisationnelle et son influence politique pour relever les défis multiples dans un territoire éloigné, à cheval sur des frontières nationales et touchant des intérêts sensibles. Le Secrétaire général Ban Ki Moon lui-même a deux fois visité la région afin de mobiliser et coordonner l'aide aux populations touchées au Nigeria et dans les pays voisins.



La délégation d'UNOWAS en réunion au QG de l'armée de l'air du Nigeria à Abuja

Réponse de l'ONU

La réponse de l'ONU est fondée sur l'engagement politique, l'aide humanitaire, les droits de l'homme, le redressement et le développement, l'application de la loi et la justice, et le soutien aux efforts militaires régionaux.

Sur le front militaire, l'ONU a travaillé en étroite collaboration avec l'Union africaine afin de mettre en place et soutenir la Force multinationale conjointe dont le siège est à N'Djamena. Les mécanismes établis avec la Commission du Bassin du Lac Tchad ont grandement contribué à emmener les pays à travailler ensemble, à surmonter leur méfiance et à échanger les renseignements.

Dans le domaine humanitaire, les visites de plaidoyer de nombreuses entités des Nations Unies ont contribué à mieux faire connaître la crise et à recueillir du soutien pour un plan régional d'intervention ciblant 5,2 millions de personnes. Malheureusement, seuls 25% des fonds nécessaires ont été reçus.

Sur la question cruciale des droits de

l'homme, les Rapporteurs spéciaux envoyés par le Secrétaire général ont mis en lumière les abus non seulement des groupes terroristes, mais aussi des forces de sécurité censées protéger les civils ont exhorté les gouvernements à prendre des mesures correctives.

Une démarche holistique

Alors que persistent les déplacements massifs de populations, l'ONU aide déjà les gouvernements à mettre en place des plans pour le rétablissement et le retour des réfugiés et des personnes déplacées. Un projet régional sur la prévention de l'extrémisme violent a également été lancé dans les pays du Bassin du Lac Tchad. Le Comité contre le terrorisme de l'ONU travaille en étroite collaboration avec les pays de la région pour renforcer la coopération régionale dans les domaines législatif, du financement du terrorisme, de l'application de la loi et du contrôle des frontières. En outre, l'ONU met à la disposition du Nigeria des compétences de renforcement des mécanismes de justice pénale afin de remettre les auteurs présumés d'actes terroristes à la justice.

Sur le terrain, UNOWAS est à l'avant-garde de la traduction des politiques en plaidoyer et en action. En collaboration avec le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union Africaine et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA), UNOWAS a contribué à l'élaboration du concept d'opérations de la Force Multinationale Conjointe et au lobbying en soutien de la Force. Lors des visites bilatérales, le RSSG Ibn Chambas a exhorté les pays participants à mobiliser leurs ressources communes et à mettre de côté leurs rivalités. Après les attaques contre les convois d'aides humanitaires, Mohamed Ibn Chambas a négocié et facilité la reprise des vols humanitaires. En outre, UNOWAS coordonne également les autres organisations antiterroristes et soutient l'initiative d'assistance à la lutte contre le terrorisme lancée par l'organe régional G5-Sahel. Avec le RSSG Abdoulaye Bathily d'UNOCA, le RSSG Ibn Chambas a encouragé les dirigeants régionaux à traiter de manière holistique la crise de Boko Haram, en tenant compte des demandes économiques, sociales, politiques et religieuses des populations touchées. Depuis 2015, les deux RSSG ont effectué trois visites conjointes au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigéria, afin de parvenir à une évaluation partagée avec les autorités nationales et d'identifier les besoins. Dans la même veine, les deux RSSG sont également en faveur d'un sommet régional de la CEDEAO et de la CEEAC pour dynamiser les ressources propres de la région.

UNOWAS, la MISAHEL, la Commission du Bassin du Lac Tchad et la Force Multinationale Conjointe discutent de la situation sécuritaire de la région

Dans le cadre de sa visite conjointe au Tchad avec le Président Buyoya, Chef de la Mission de l'Union Africaine pour le Mali et le Sahel (MISAHEL), le 5 août 2016, le Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG), Mohamed Ibn Chambas a rencontré le Secrétaire exécutif de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et chef de la Force Multinationale Conjointe, M. Sanusi Abdullahi, et le commandant de la Force Multinationale Conjointe, le Général Lamidi Adeosun.



Baga-Sola (Lac Tchad) Peu de pêcheurs osent s'aventurer sur les eaux du Lac depuis le début de la crise Nigériane. Crédit: UN CHAD

Cette visite fait suite aux voyages du RSSG à Maiduguri, dans le nord-est du Nigeria, quelques jours auparavant et dont l'objectif était d'évaluer les efforts des autorités nationales, des agences des Nations Unies, des organisations non gouvernementales (ONG) en réponse à la crise humanitaire. Les discussions avec la CBLT et la MNJTF ont porté sur l'opération « Gama Aiki » de la MNJTF dans l'Etat de Borno, dans le nord-est du Nigeria, sur l'évaluation de la menace posée par Boko Haram à la population civile, les forces de sécurité et les agences des Nations Unies. Ils ont également discuté de l'attaque du convoi humanitaire, le 28 juillet sur la route entre Maiduguri et Bama, et les difficultés rencontrées par les acteurs humanitaires pour accéder aux populations touchées, y compris dans les zones nouvellement

libérées.

Urgence de la réouverture des accès et des routes commerciales

A cet égard, les responsables ont échangé sur les facteurs nécessaires au retour des populations déplacées qui ont trouvé refuge à Maiduguri depuis 2012, où la population a presque triplé, passant d'un million à plus de 2,5 millions. Les autorités de l'Etat de Borno au Nigeria exhortent les nouveaux arrivants à retourner dans leurs villes et villages d'origine, mais des obstacles subsistent: l'absence d'administration, la destruction des moyens de subsistance, des villages et des infrastructures ont transformé de nombreuses zones libérées en «villes fantômes».

M. Ibn Chambas a souligné l'urgence de rouvrir les accès et les routes commerciales entre les quatre pays

touchés; les responsables tchadiens en particulier estiment à 30% la perte de produit intérieur brut (PIB) en raison de la baisse des activités frontalières et des échanges commerciaux. Outre la réouverture des routes commerciales, le RSSG a exhorté ses interlocuteurs à développer des moyens novateurs pour relancer les activités économiques essentielles entre le Tchad et le Nigeria, en particulier les échanges commerciaux de viande et de produits agricoles.

Le rôle des forces armées demeurera essentiel dans la sécurisation de l'axe Diffa-Maiduguri et Maiduguri-N'Djamena, la détection et le déminage et la coordination et le partage réguliers d'informations avec la communauté humanitaire.

Les responsables de la CBLT et de la MNJTF ont posé le problème des dispositifs explosifs improvisés (IED) ainsi que les engins les plus sophistiqués non explosés (UXO) disséminés sur les routes de l'Etat de Borno et ont exprimé la nécessité pour la communauté internationale d'accroître son soutien au renforcement des activités de déminage existantes.

Sur le front des opérations militaires, la communauté internationale fournit des moyens supplémentaires à la MNJTF, en particulier la surveillance et le soutien aériens. Un échange régulier et la coordination de renseignements entre l'armée nigériane et les acteurs humanitaires sont essentiels pour accéder aux populations touchées.

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel, sujets phares de la 71ème Session de l'Assemblée générale des Nations-Unies

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel ont figuré en bonne place dans les débats de la 71ème session de l'Assemblée générale, ouverte le 19 septembre 2016 au siège des Nations Unies.



Des réfugiés nigériens arrivent sur les îles du lac Tchad au Niger après avoir fui les attaques de Boko Haram dans l'État de Borno, Nigeria
IRC (UNHCR partner in south Niger) / September 2014

Une Déclaration de New York sur les réfugiés et les migrants a été adoptée, ce qui représente une avancée majeure vers une réponse collective. Les questions liées à la lutte contre le terrorisme, au développement durable, au changement climatique et à la résolution des crises humanitaires et sécuritaires dans le Bassin du Lac Tchad et au Mali ont aussi été des préoccupations récurrentes des dirigeants ouest africains. La mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, la promotion de sources d'énergie nouvelles et renouvelables, la reprise post-Ebola ainsi que les efforts déployés dans la lutte contre la corruption et la promotion du développement économique ont également été soulignés dans les discussions entre leaders ouest-africains pendant l'Assemblée générale.

Le terrorisme était le défi qui a dominé le plus les discussions de tous les dirigeants ouest-africains. Ils ont exprimé leurs pré-

occupations concernant les attentats terroristes perpétrés dans les capitales ouest-africaines, l'augmentation d'actes dangereux dans le nord du Mali, la violence perpétrée par Boko Haram. Ils ont déploré les graves violations des droits de l'homme commises dans par de telles activités terroristes. Ils ont aussi exprimé leur engagement à envisager d'adopter et d'élargir leurs lois contre le terrorisme, tout en donnant la priorité à la prévention de la violence.

Approches régionales

D'autres éléments mis en exergue dans plusieurs de ces discussions ont porté sur l'importance des approches régionales dans la stabilisation du Sahel et l'engagement continu à appuyer les efforts des pays de la région dans la lutte contre l'instabilité et ses causes profondes, y compris à travers la mise en œuvre de la Stratégie Intégrée pour le Sahel.

La remarque du Président Muhammadu Buhari du Nigeria, accueillant des intermédiaires tels que l'ONU pour soutenir les efforts

de médiation du gouvernement pour la libération des écolières de Chibok retenues en otage, depuis 2014 par le groupe extrémiste Boko Haram, a été particulièrement importante.

Il y a eu également un appel fort pour accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Paix et de réconciliation au Mali signé par la communauté internationale lors d'une réunion ministérielle tenue au siège de l'ONU le 23 septembre 2015. Au cours de la réunion, le Secrétaire général de l'ONU s'est félicité des efforts entrepris pour la mise en œuvre de l'accord de paix et a demandé des échéances et des repères clairs de cette mise en œuvre.

La crise politique en cours en Guinée-Bissau a également été abordée avec un fort soutien aux progrès réalisés par les dirigeants politiques en Guinée-Bissau avec la récente signature d'un accord sur une feuille de route en six points pour mettre fin à la crise politique, facilité par la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Le respect des principes de Droits de l'Homme, élément fondamental dans la lutte contre le terrorisme

Si la lutte contre le terrorisme est nécessaire, le respect des principes de droits de l'homme doit constituer une exigence permanente pour les Etats qui sont aussi les garants des libertés des citoyens.



Une étudiante est dans une salle de classe brûlée attaquée par Boko Haram dans le nord-est du Nigeria le 12 mai 2012. © Getty Images

La région du Bassin du Lac Tchad est devenue le centre des préoccupations humanitaires et sécuritaires parmi les plus alarmantes en Afrique, notamment en raison des déplacements massifs des populations et l'arrivée massive de réfugiés en provenance des pays limitrophes fuyant les zones contrôlées par le groupe terroriste et extrémiste violent Boko Haram, auteur d'exactions meurtrières et répétitives de groupe Boko Haram ont entraîné la mort de milliers de personnes, causé la perte de divers biens et propriétés et finies par installer la terreur au sein des populations au Nigeria, au Cameroun, au Niger et au Tchad.

Selon le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (UNHCR), la région de Diffa, par exemple, compte trois catégories de personnes déracinées ; plus de 82 524 réfugiés nigériens, 31 524 ressortissants nigériens qui vivaient au Nigeria et qui sont de retour, 127 208 Nigériens déplacés internes.

Dans cette partie du Niger, il est estimé, qu'une personne sur trois est déplacée. Les zones d'accueil sont souvent caractérisées par des conditions de vie pauvres qui affectent aussi bien les communautés d'accueil que les personnes déplacées ou réfugiées, et accentuent les causes une crise humanitaire profonde dans la région en mettant ainsi les populations de la région de Diffa dans une situation de dépendance humanitaire chronique.

Mesures administratives et législatives

Selon un rapport de l'UNHCR daté du mois de mai 2016, cette situation affecte directement les populations civiles, notamment les personnes vulnérables, les femmes et les enfants qui n'ont pas accès à l'éducation en raison des structures scolaires limitées dans les villages voisins, qui sont déjà surpeuplées et à cause de la fermeture de nombreuses écoles dans ces zones d'insécurité situées

à proximité de la frontière.

Pour faire face aux groupes terroristes, les pays du Bassin du Lac Tchad ont tous adopté des mesures administratives et législatives visant à lutter contre le terrorisme. L'Assemblée nationale du Tchad, par exemple, a adopté le 30 Juillet 2016, une loi antiterroriste qui prévoit la peine de mort pour les délits de terrorisme. La loi a également augmenté la durée maximale pendant laquelle une personne peut être maintenue en garde à vue avant d'être traduit devant un juge, elle passe de 48h à 30 jours renouvelable deux fois par le ministère public. De plus, la loi donne une définition très large du terrorisme en y intégrant le trouble à l'ordre public.

Les Etats ont la responsabilité de protéger les populations contre les menaces de toutes sortes y compris le terrorisme, c'est dans ce cadre qu'ils déploient régulièrement des mesures dans le cadre de la lutte contre



Un homme se tient à l'extérieur de sa maison détruite à Baga, dans l'État de Borno, au Nigeria, à la suite de combats intenses entre les forces militaires du Nigeria, du Niger et du Tchad et Boko Haram. Photo: IRIN/Aminu Abubakar

les groupes terroristes ou de la prévention des actions terroristes. Ils ont également l'obligation de « veiller à ce que toutes les mesures prises pour lutter contre le terrorisme soient conformes aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international, en particulier du droit des droits de l'homme, du droit des réfugiés et du droit humanitaire. Car, certaines mesures prises par les Etats, individuellement ou collectivement, pour lutter contre le terrorisme peuvent, si elles ne sont pas circonscrites dans les limites imposées par le droit international des droits de l'Homme, constituer des entraves à la jouissance des droits et libertés fondamentaux de personnes.

Les Nations Unies demandent que les restrictions qui sont imposées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme soient nécessaires, justifiées par la loi et qu'elles respectent le principe de la proportionnalité

Les diverses expériences de lutte contre le terrorisme dans les pays du Bassin du Lac Tchad et au-delà, démontrent que l'équilibre entre la nécessité de lutte contre le terrorisme et l'exigence du respect des droits de l'Homme n'est pas toujours facile à trouver. Il est difficile de lutter efficacement contre les actions terroristes sans limiter la jouissance d'un certain nombre de droits. C'est pour cette raison que les Nations Unies demandent que les restrictions qui

sont imposées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme soient nécessaires, justifiées par la loi et qu'elles respectent le principe de la proportionnalité. Dans tous les cas elles ne peuvent concerner les droits non dérogeables tels que le droit à la vie, la non-discrimination, le droit à un procès équitable, l'intégrité physique et le droit de ne pas faire l'objet de torture, tous ces éléments qui constituent les normes péremptoires ou le jus cogens.

Le terrorisme est défini comme étant tout acte «commis dans l'intention de causer la mort ou des blessures graves à des civils ou à des non-combattants, qui a pour objet, par sa nature ou son contexte, d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire»

Cette définition illustre parfaitement les implications négatives que le terrorisme peut avoir sur les droits de l'Homme. De par les actes qui en découlent l'action terroriste viole

principalement le droit à la vie, le droit à l'intégrité physique, la liberté de circulation et le droit à la paix et à la sécurité. Beaucoup d'autres droits dont notamment les droits sociaux économiques et culturels peuvent également être affectés.

Des partenaires nationaux et internationaux rencontrés au Tchad affirment que les victimes de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad font face à des obstacles pratiques importants dans l'accès à la justice afin d'exercer leur droit à un recours effectif lorsque leurs droits ont été violés suite aux actions du groupe terroriste.

Un filet de sécurité pour des réfugiés nigériens sur les rives du lac Tchad

Les réfugiés et la communauté hôte luttent pour leur survie après l'arrivée de milliers de personnes suite aux attaques de militants de Boko Haram dans le nord-est du Nigéria.



Réveillé par le bruit des armes à feu, le réfugié nigérien Hawali Oumar a découvert son quartier en flammes quand Boko Haram a attaqué la ville de Baga dans le nord-est du Nigéria.

Hawali Oumar avec son filet de pêche après une longue nuit de travail. © HCR/Oualid Khelifi

En essayant de retrouver les membres de sa famille, le pêcheur de 43 ans a découvert que son père avait été tué dans la fusillade. Alors qu'il n'était pas parvenu à retrouver tous ses enfants, Oumar s'est enfui de l'autre côté de la frontière pour se mettre en sécurité au Tchad.

« Ça a été déchirant de voir Boko Haram s'attaquer à nos foyers », explique-t-il. « Nous avons fui en hâte avec rien d'autre que les vêtements que nous portions ce jour-là. J'ai appris plus tard que plus de dix membres de ma famille élargie avaient été tués. Certains d'entre nous qui avaient survécu ont fini au Cameroun, d'autres au Tchad, et nous avons mis plus d'un an à rétablir le contact entre nous. »

Plus de 5000 Nigériens ont trouvé refuge dans le camp de Dar es Salam sur la rive tchadienne du lac Tchad, après avoir échappé à l'horreur des violences en décembre 2014. Au total, on compte quelque 2,4 millions de personnes déplacées dans le nord-est du Nigéria, au Cameroun, au Tchad et au Niger suite à l'insurrection de Boko Haram.

Des milliers de familles ont été séparées et ne savent pas où se

trouvent leurs proches. Il y a deux mois, Oumar a été soulagé de retrouver Miriam, sa fille de 18 ans. « Je ne pensais pas que je la reverrais un jour, mais nous sommes finalement tous réunis », raconte-t-il. « Elle est retournée à l'école et nous espérons tous pouvoir revenir à une vie normale. »

«Ça a été déchirant de voir Boko Haram s'attaquer à nos foyers.»

Alors que l'armée tchadienne coopère avec une alliance régionale pour lutter contre Boko Haram dans les provinces qui entourent le lac, le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, met l'accent sur la protection, les abris et l'éducation. Elle a ainsi étendu la portée des programmes de subsistance et augmenté le nombre de réfugiés qui ont profité de l'aide pour reprendre une activité économique et retrouver l'autosuffisance.

Les programmes d'existence impliquent la fourniture de moyens permettant aux pêcheurs du lac de reprendre le travail. Jusqu'à présent, les bénéficiaires ont reçu des pirogues, des filets et des équipements de pêche de base.

L'afflux de réfugiés s'est stabilisé depuis l'année dernière, mais l'économie dans la région du lac a été gravement perturbée. La fermeture des frontières avec les trois autres pays riverains du lac (Nigéria, Cameroun et Niger) a ralenti l'activité dans la pêche, l'élevage et l'agriculture et a quasiment mis à l'arrêt tout le commerce régional. Ce sont des secteurs vitaux pour Baga Sola et sa région, la ville du Tchad qui accueille le camp de Dar es Salam et la plupart des réfugiés qui ont fui au Tchad pour échapper à la menace de Boko Haram.

« Je ne peux pas rentrer chez moi », explique Oumar. « J'ai perdu mon père et beaucoup d'autres proches dans les attaques. J'y pense tout le temps. C'est comme si c'était hier. »

« Aujourd'hui, même si on me dit que la paix revient progressivement au village, je préfère rester au Tchad. J'ai peur de rentrer après tout ce que j'ai vu et vécu. »

Au vu de l'instabilité dans la région et de la faible probabilité d'un retour des réfugiés chez eux dans un avenir proche, le HCR espère pouvoir renforcer les programmes d'existence qu'il offre aux réfugiés installés dans le camp et aux



Des réfugiés nigériens reprennent leur activité de pêcheurs, souvent en partenariat avec leurs collègues tchadiens appartenant à la communauté hôte. © HCR/Oualid Khelifi

communautés qui les accueillent à Baga Sola et ses alentours.

À ce stade, le HCR a fourni des pirogues et de l'équipement à 150 ménages. Les bénéficiaires gagnent en moyenne 10 dollars US par semaine, ce qui leur permet de faire vivre leurs familles. Cependant, le programme ne bénéficie qu'à huit pour cent des réfugiés du camp et dans la région de Baga Sola.

«J'ai perdu mon père et beaucoup d'autres proches dans les attaques. J'y pense tout le temps.»

Il faut davantage de fonds pour pouvoir inclure, dans ce programme, un plus grand nombre de pêcheurs, d'éleveurs, d'agriculteurs et de commerçants de la population réfugiée et locale.

Oumar est l'un des bénéficiaires. « Je suis reconnaissant d'avoir reçu ce dont j'avais besoin pour recommencer à travailler », déclare-t-il. « Je suis pêcheur. Si je pouvais survivre grâce à la pêche au Nigéria, je peux aussi le faire ici, au Tchad. Mais si nous étions plus nombreux à participer au programme, si nous avions de plus grands filets

et un meilleur équipement, nous pourrions rapidement vivre sans aide et faire rebondir l'économie de toute la ville, réfugiés et habitants confondus, pour se sortir de la récession économique. »

Pour le HCR et ses partenaires, l'aide à la subsistance est essentielle pour parvenir à un meilleur partage des ressources limitées de la région de Baga Sola et parvenir à une cohésion durable entre les réfugiés et la communauté qui les accueille. Un sondage a permis de dresser une liste de compétences et des professions que les réfugiés exerçaient avant de fuir.

Selon le Docteur Koussoumbi, le responsable adjoint pour la subsistance du bureau du HCR à Baga Sola, le programme d'autosuffisance a été une réussite pour les 150 ménages qui en ont profité jusqu'à présent. Ils ont maintenant l'expertise nécessaire dans tous les domaines de la pêche, de l'utilisation de l'équipement à la vente et la distribution de leurs prises.

« Le défi est désormais double », explique-t-il. « D'abord, faire participer un plus grand nombre de ménages au programme et leur fournir des pirogues simples et l'équipement pour lancer leur activité. Ensuite, répondre aux atten-

tes des premiers bénéficiaires dont les exploitations ont beaucoup de succès et qui ont donc besoin de plus grandes embarcations et de plus grands filets pour augmenter leur production et parvenir à l'autosuffisance. Nous examinons toutes ces possibilités, mais nous sommes confrontés à d'importantes contraintes de financement.

«Je suis reconnaissant d'avoir reçu ce dont j'avais besoin pour recommencer à travailler.»

Le changement climatique a aussi un impact important sur les populations autour du lac Tchad, réfugiés compris. La vulnérabilité de l'environnement du lac et les fluctuations des précipitations signifient que les programmes de subsistance sont prioritaires pour la communauté humanitaire autant en termes de politique que de financement.

La superficie du lac a diminué à moins d'un vingtième de sa taille en 1960 et des espèces végétales envahissantes recouvrent environ la moitié de ce qui en reste. La végétation s'implante au fond du lac au cours des saisons sèches et quand le niveau de l'eau remonte après les pluies, elle bloque les rives et empêche les communautés d'utiliser leurs bateaux.

« C'est un phénomène inquiétant », dit Koussoumbi. « Les pêcheurs ont de plus en plus de difficultés à sortir sur le lac. Les plantes déchirent les filets et perturbent la pêche. »

Par UNHCR

Du Nigeria au Cameroun: un voyage à travers la faim

Quand la mort vous poursuit vous et votre famille, vous devez fuir pour survivre. Dzam-Dzam a échappé à Boko Haram, mais de nouveaux dangers l'attendaient.



Dzam-Dzam et son fils. Photo: UNICEF / Simon Minville

L'attaque de Boko Haram a été brutale et inattendue. «Je voyais des ombres dans mon arrière-cour. Et puis tout s'est effondré».

Dzam-Dzam, son mari et leurs quatre jeunes garçons vivaient dans le village de Boza, dans la partie nord du Nigeria, depuis leur départ du Cameroun voisin quelques années auparavant. Ils étaient partis à la recherche d'une vie meilleure, dans une région avec plus de possibilités de travail. «La vie était bien là», se souvient-elle. «Jusqu'à ce jour où la guerre nous a trouvés».

C'était le crépuscule. Le mari de Dzam-Dzam prenait une douche derrière la maison. Elle était dans sa cuisine, avec deux de ses garçons, alors que ses autres enfants étaient chez un parent à l'extérieur du village.

Tout à coup, elle entendit des coups de feu. Elle regarda par la fenêtre, et vit son mari abattu. Durant quelques minutes, qui lui semblèrent des heures, elle se cacha avec ses deux enfants sous une table. Les insurgés quittèrent finalement le village et cela, comme par miracle, sans rentrer dans la maison pour la piller.

«Nous avons immédiatement fui, Nous avons commencé à courir, courir, sans se retourner.» a déclaré Dzam-Dzam.

Ce fut seulement une semaine plus tard que Dzam-Dzam apprit par d'autres personnes déplacées rencontrées sur la route que ses deux enfants, restés en arrière, avaient été tués. Mais il n'y avait pas de temps de faire le deuil: son fils de trois ans perdait du poids rapidement et son fils de sept ans montrait des signes alarmants de maladie.

«Il est mort avant d'arriver à la frontière», a déclaré Dzam-Dzam, ses yeux remplis d'une profonde tristesse. «Mais je devais continuer à marcher. Sur la route, tout le monde était affamé, et je ne pouvais pas trouver de la nourriture pour mon jeune garçon, ni moi-même.»

Après sept jours de marche, déterminée à sauver son dernier fils vivant, Dzam-Dzam atteint le village de Zamai, un refuge où des centaines de personnes déplacées ont été pris en charge par les communautés.

Là, elle a immédiatement amené son jeune garçon au centre de santé communautaire, où l'UNICEF et ses partenaires travaillent pour lutter

contre une grave crise nutritionnelle. 2,2% des enfants de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun souffrent de malnutrition aiguë sévère. La charge de travail est au-delà du seuil d'urgence.

Cette partie du Cameroun a un climat extrêmement chaud et sec. L'accès à l'eau potable était déjà difficile avant même le début du conflit avec Boko Haram. L'afflux massif de personnes déplacées fuyant les violences - plus de 190.000 selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés - a exercé une pression supplémentaire sur les ressources limitées. On estime que plus de 65.000 enfants courent le risque de mourir de faim.

Après quelques visites au centre de santé, le fils de Dzam-Dzam a commencé à reprendre du poids. Il est maintenant hors de danger. «Je voudrais dire à d'autres mères qui souffrent au Nigeria ou qui fuient de venir ici», a déclaré Dzam-Dzam. «Ici, les gens prennent vraiment soin des enfants. Regardez mon fils, il est en bonne santé maintenant.»

Les améliorations récentes en terme de sécurité permettent désormais aux équipes de l'UNICEF d'atteindre les personnes les plus vulnérables dans les zones précédemment inaccessibles. Depuis septembre, une grande enquête sur la nutrition (enquête SMART) a été lancée, elle couvre, pour la première fois depuis le début de la crise Boko Haram au Cameroun, la totalité de la région de l'Extrême-Nord du pays.

«Chaque jour, de nouveaux besoins apparaissent», déclarait le Docteur Goman. «Nous augmentons notre réponse autant que nos budgets nous permettent de le faire faisons tout ce que nous pouvons afin qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte.»

Par UNICEF

Toby Lanzer: « Le Bassin du Lac Tchad connaît aujourd'hui la plus grande tragédie de son histoire »

En marge de la 71e Assemblée Générale de l'ONU qui s'est tenue à New York, un mini-sommet a été consacré à la situation humanitaire dans le Bassin du Lac Tchad. Toby Lanzer, le Coordonnateur Humanitaire Régional pour le Sahel, fait le point sur la situation. Il met l'accent notamment sur les efforts des Etats de la région, ainsi que de la communauté internationale pour aider les populations à faire face à une situation préoccupante.



Toby Lanzer, Coordonnateur Humanitaire Régional pour le Sahel

Quels sont les caractéristiques majeures de cette crise ?

Comme l'a déclaré le Président de la République du Tchad, Idriss Déby, lorsqu'il était à New York pour la 71e Assemblée Générale des Nations Unies, « le Bassin du Lac Tchad connaît aujourd'hui la plus grande tragédie de son histoire ». Ces derniers mois, les attaques du mouvement de Boko Haram sont certes moins nombreuses, mais elles couvrent maintenant un territoire plus large, ciblant toute la sous-région.

De plus, s'il y a eu des avancées militaires notables. Au niveau humanitaire, par contre, la situation ne fait qu'empirer. Sur une région qui regroupe 21 millions de personnes dans 4 pays différents, presque 1 personne sur 3 font face à l'insécurité alimentaire ; ce qui veut dire presque autant que la population totale de la République du Congo. Et plus gravement, 65 000

personnes au nord-est du Nigéria font face à une situation comparable à un état de famine (phase 5 du Cadre Harmonisé). Le nombre de personnes déplacées a atteint 2,6 millions et plus d'un demi-million d'enfants souffrent de malnutrition. Beaucoup sont dans des camps de déplacés ou des groupements informels où les gens vivent dans des conditions horribles. Ils sont dans une situation d'urgence humanitaire parmi les pires que j'ai pu voir de toute ma carrière.

«Que ce soient les agences des Nations Unies, les ONG locales ou internationales, les autorités locales mais aussi les gouvernements et bailleurs de fonds, notre réponse à tous a été jusqu'à présent insuffisante»

Etes-vous satisfait de la qualité des réactions des Etats de la région et de la communauté internationale pour éradiquer cette crise ?

Les Etats affectés par la crise se sont engagés aux niveaux présidentiels et ministériels. Ils ont vraiment conscience de l'ampleur de cette crise et il faudrait maintenant que la communauté internationale leur emboîte le pas. Quatre bailleurs de fonds : les Etats-Unis, le Royaume Uni, la Belgique et l'Italie, ont engagé des fonds supplémentaires en fonction de leur budget, et l'Allemagne vient également d'apporter son soutien, y compris au niveau financier. Que ce soient les agences des Nations Unies, les ONG locales ou internationales, les autorités locales mais aussi les gouvernements et bailleurs de fonds, notre réponse à tous a été jusqu'à présent insuffisante. Après l'appel de fonds qui accompagne le plan de réponse humanitaire que nous avons développé pour la région, nous avons maintenant besoin, pour trois mois seulement, de plus d'argent que ce qui avait été estimé en janvier pour les besoins de toute l'année 2016. Nous devons accroître notre niveau de réponse, et ce, rapidement. Plus nous attendons, plus les besoins seront grands.

Que faites-vous pour vous assurer que la région que vous couvrez bénéficie de l'attention -et donc de l'aide- des bailleurs de fonds ?

Oui, effectivement, l'un des

constats qui ont amené à l'organisation du Sommet Mondial pour l'Humanitaire à Istanbul en mai dernier est que les crises humanitaires semblent de plus en plus aiguës et de plus en plus longues. Les appels de fonds lancés par les Nations Unies ne sont financés, en moyenne, qu'à hauteur de 45%. Certains reçoivent moins de 5 % de financement.

Il est facile dès lors d'en arriver à la conclusion qu'il n'y a pas assez de ressources pour financer tous les plans de réponses et subvenir aux besoins de toutes les crises. Mais, selon moi, ceci serait tirer la mauvaise conclusion. Il est possible de résorber de nombreuses crises aujourd'hui si nous n'attendons pas qu'elles deviennent aiguës ou qu'elles frappent au pas de notre porte pour réagir. La crise du Bassin du Lac Tchad est sans doute l'un des meilleurs exem-

plaire. Mes collègues et moi multiplions nos efforts pour que nous n'arrivions pas à une anesthésie totale, si vous me permettez la métaphore.

Mais nous devons toujours nous rappeler que l'aide humanitaire n'est qu'un soutien temporaire aux populations confrontées à une crise. Sans véritable volonté politique dans les pays affectés mais aussi de la communauté internationale qui se doit de les soutenir, aucune crise humanitaire ne peut se résorber.

Nous n'arriverons à 'mettre fin aux besoins' que si les causes profondes de la crise sont traitées.



Bada, Kako, 3 ans, et d'autres enfants déplacés dans le village de Tagal, dans la région du lac Tchad. Photo: UNICEF

«Sans véritable volonté politique dans les pays affectés mais aussi de la communauté internationale qui se doit de les soutenir, aucune crise humanitaire ne peut se résorber.»

Depuis que j'ai été nommé Coordonnateur Humanitaire Régional, je n'ai cessé de faire le tour des capitales et de multiplier les voyages dans les régions affectées les plus inaccessibles afin d'attirer l'attention sur cette blessure saillante en plein continent africain. La plaie est maintenant devenue béante et ce n'est pas un sparadrap qui

pourra la traiter. Et nous devons reconnaître aujourd'hui qu'aucun pays de la région ne peut faire face, seul, aux défis actuels mais aussi futurs. Le Nigéria, par exemple, aurait besoin d'atteindre un taux de croissance de 11% afin de parvenir aux besoins d'une population qui devrait doubler dans les trente prochaines années. Ceci est impossible pour n'importe quel pays, ce qui veut dire que nous risquons de voir un appauvrissement considérable de la population dans la région et un risque important d'augmentation des tensions sociales, économiques et politiques.

Au-delà de l'aide sur le long terme, quels sont les moyens concrets mis en place par les Nations Unies pour permettre aux populations

affectées de faire face à cette situation de crise?

Le plan de réponse a été complètement révisé deux fois cet été par les agences de Nations Unies mais aussi les ONG partenaires. Toutes les agences ont augmenté leurs capacités en termes technique et personnel. Le plan couvre tous les aspects et donc tous les secteurs, y compris la réponse spécifique aux réfugiés. Toutefois le plan de réponse n'est pour le moment financé qu'à hauteur de 30%. Les agences et partenaires se tiennent donc prêts à agir et nous espérons que la réponse des bailleurs de fonds sera imminente.

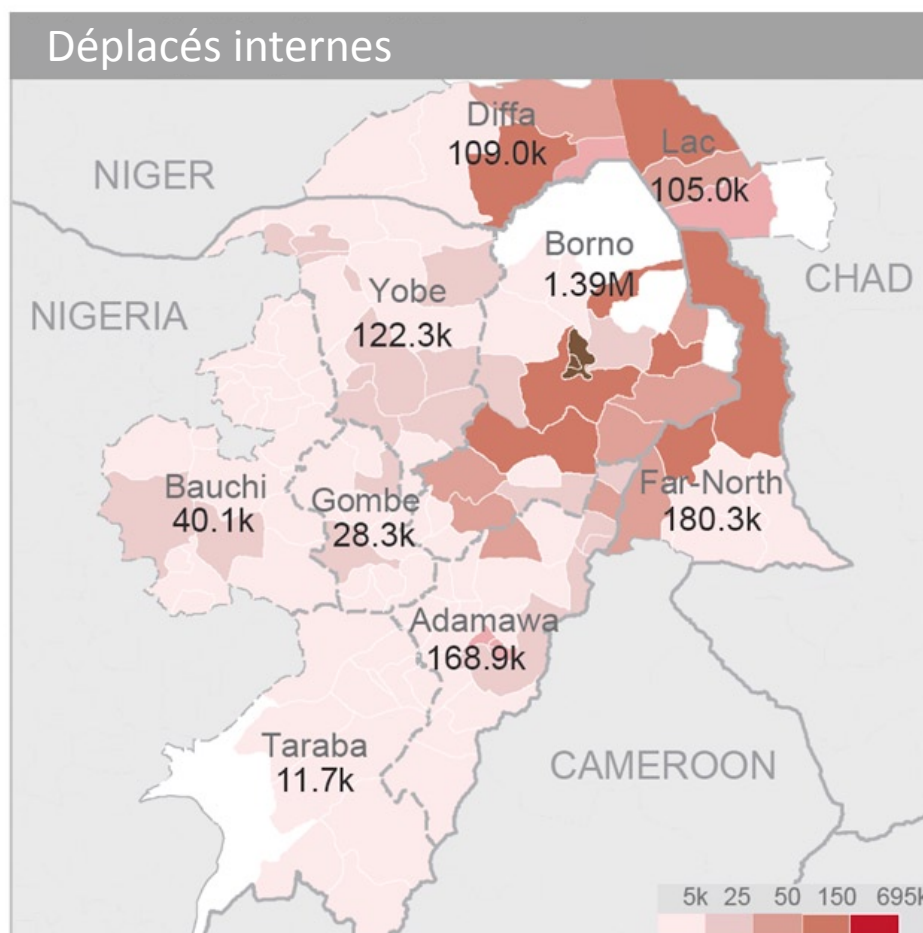
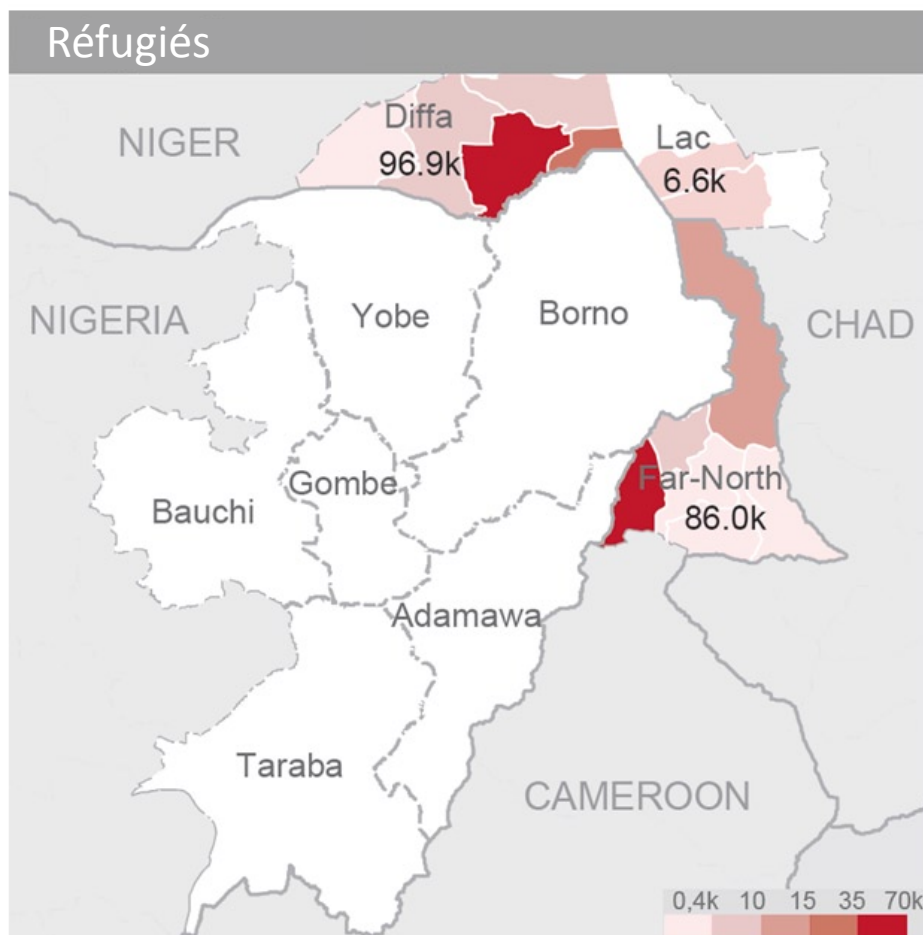
Si vous deviez décider d'une priorité, pour éradiquer la crise/améliorer la situation, quelle serait-elle ?

Dans l'humanitaire tous les secteurs sont prioritaires et c'est pour cette raison que nous devons toujours avoir une très bonne

coordination et complémentarité dans les réponses urgentes. Mais la priorité reste aussi, et peut-être avant tout, la sécurité. Nous estimons qu'il y a encore au moins un million de personnes que nous ne pouvons pas aider car elles sont dans des zones physiquement inaccessibles. Mais aussi, les habitants du Bassin du Lac Tchad font partie des peuples les plus résistants au monde et ils ont aussi besoin de pouvoir retourner cultiver leur terre et sentir qu'ils peuvent de nouveau contrôler leur avenir, plutôt que d'être forcés d'attendre qu'une assistance leur soit fournie.

L'interview a été réalisée en Novembre 2016

La longue violence de Boko Haram et les contre-offensives militaires ont affecté 21 millions de personnes dans la région du bassin du lac Tchad. Les attentats suicides, les raids sur les villes et villages ont chassé de leurs foyers 2,4 millions de personnes au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigeria. La majorité des déplacés ont été accueillis par des communautés elles-mêmes parmi les plus vulnérables au monde. L'insécurité alimentaire et la malnutrition atteignent des niveaux critiques. L'effet conjugué de l'insécurité croissante, de la rapide croissance démographique et de la vulnérabilité due au changement climatique, de la dégradation de l'environnement, de la pauvreté et du sous-investissement dans les services sociaux produit un nombre record de personnes ayant besoin de secours d'urgence. En 2016, près de la moitié de la population de la région avait besoin d'aide humanitaire, et les agences des Nations Unies et les ONG avaient pour ambition d'assister 6 millions de personnes. Alors que la réponse humanitaire porte sur les besoins vitaux immédiats, les humanitaires appellent à un engagement concerté des acteurs politiques, du développement et de la sécurité à stabiliser la région et créer des conditions propices à la survie et à la prospérité des populations.



Fatima Kyari Mohammed, *le sens de l'engagement*

Evoquer le Nigéria et l'Afrique de l'Ouest c'est un sujet cher à Fatima Kyari Mohammed. C'est presque une affaire personnelle dans laquelle se mêlent une émotion sincère et un engagement citoyen actif.

Evoquer le Nigéria et l'Afrique de l'Ouest c'est un sujet cher à Fatima Kyari Mohammed. C'est presque une affaire personnelle dans laquelle se mêlent une émotion sincère et un engagement citoyen actif.

Depuis ses premiers pas en tant qu'étudiante en, Fatima Kyari Mohammed s'est nourrie de réflexions et d'idées sur l'histoire politique du Nigeria qui lui ont permis de façonner son regard sur l'importance de l'individu dans le développement, et sur son engagement quelques années plus tard dans la société civile nigériane. «Si l'histoire à un sens, il est nécessaire que le Nigeria et toute la région s'achemine vers un destin commun qui est celui du progrès», martèle en guise d'introduction, presque comme un besoin de clarification, cette femme Nigériane qui, en plus de l'Anglais, maîtrise le Français, le Haoussa et le Kanuri et a des connaissances de base en Arabe et en Espagnol conséquence d'une influence littéraire de ses années d'étudiante, mais aussi de



Fatima Kyari Mohammed: Activiste de la société civile au Nigeria

son enfance passée à l'étranger avec un père diplomate.

Issue d'une famille musulmane du nord-est du Nigeria, d'une mère shuwa-arab et d'un père Kanuri, Fatima Kyari Mohammed est naturellement contrainte à respecter les codes qu'imposent une famille et une société dominées par l'homme, mais sans pour autant laisser mourir ses réflexions qui

placent la communauté, particulièrement la femme, au centre de toutes activités politique et économique. Pour elle, il ne s'agit pas seulement de question d'égalité, il s'agit d'une nécessité stratégique. «On ne peut atteindre le progrès sociale et économique si la moitié de notre capacité est ignorée et non utilisée,» assène sans détour Fatima Kyari Mohammed.

«On ne peut atteindre le progrès sociale et économique si la moitié de notre capacité est ignorée et non utilisée,»

La réalité de son pays le Nigeria, appelé communément «la grande puissance économique du continent» est tiraillé entre une lutte sans précédent contre un terrorisme aveugle de Boko Haram, une rébellion du Delta Niger qui dure, et une récession économique qui risque de plonger le pays dans une crise profonde.





Mais pour Fatima Kyari Mohammed, cette situation ne saurait constituer le destin d'un peuple. Les nigériens sont allés voter et ont ainsi montré leur attachement à la paix et à la démocratie. Mieux encore, l'alternance politique s'est faite dans un esprit responsable et par un acte responsable. «Voter à ce moment de notre histoire était un acte d'engagement en faveur du progrès du Nigeria et non pas en faveur d'une personne en tant que telle» insiste Fatima Kyari Mohammed.

Le sens de la responsabilité et d'engagement lui ont permis d'affermir ses idées, notamment par un passage à la CDEAO qui a marqué sa vie professionnelle et nourri son engagement pour son pays et pour la région.

Après quelques années passées en tant que conseillère à la CE-DEAO sur les questions de sécurité régionale, développement organisationnel, et l'intégration régional, Fatima Kyari Mohammed veut faire plus et décide de lancer en 2006 sa propre ONG, LikeMinds Projects. Un tournant majeur dans la vie de cette mi-

litante de la société civile qui ne cesse d'œuvrer, avec un nombre d'amis, à la paix et à la justice au Nigeria.

Si l'Etat doit toujours faire plus pour répondre aux besoins du peuple. Fatima Kyari Mohammed estime que chaque citoyen peut et doit contribuer à la paix et au développement.

«Notre objectif est d'aider les citoyens à participer activement à l'édification d'une société pacifique, équitable et juste en encourageant l'autonomie et les projets de développement durable.»

C'est avec cet état d'esprit que l'organisation qu'elle dirige, LikeMinds Projects, a pu réaliser plusieurs projets au profit de population, notamment celles affectées par les attaques de Boko Haram.

Avec une aide directe à plus de 50,000 personnes dans les Etats de Borno, Yobe, Adamawa, Fatima

Kyari Mohammed veut faire plus et vite. Notre objectif est d'aider les citoyens à participer activement à l'édification d'une société pacifique, équitable et juste en encourageant l'autonomie et les projets de développement durable.

Grace au partenariat et au soutien de plusieurs entreprises et organismes, y compris des particuliers, l'organisation arrive à atteindre ses objectifs à travers deux programmes clés: « volontaires pour la Paix » et ' Communautés Vulnérables ». qui ont permis d'apporter une aide spécifique, notamment en matière d'autonomisation et d'inclusion des femmes, les enfants vulnérables et les orphelins.

Au-delà de son utilité, la détermination de Fatima Kyari Mohammed d'agir pour améliorer la situation des communautés vulnérables inaugure un changement salutaire dans la façon de penser le développement. Désormais, il faudra compter sur elle et sur tant d'autres comme elle pour « promouvoir la paix et le développement en Afrique de l'Ouest »

« Questions transversales du maintien de la paix » au cœur d'une formation à Dakar

Une formation sur les « Questions transversales et connexes du maintien de la paix » s'est tenue, du 28 Novembre au 02 décembre 2016 à Dakar au Sénégal. Cette rencontre a été co-organisée par les ministères des Forces Armées du Sénégal et de la Défense de l'Autriche, et soutenue par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS). Ce forum régional qui a réuni des officiers supérieurs issus des pays de

la sous-région et des nations partenaires d'Europe, a permis de réfléchir sur les questions relatives à l'opérationnalisation de la sécurité collective. Son objectif était de renforcer les capacités des experts militaires affectés à l'évaluation, à la conception, au développement, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des opérations de soutien à la paix.

Ibn Chambas exhorte la communauté internationale à soutenir la CMCN

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et Président de la Commission mixte Cameroun-Nigeria (CNMC), M. Mohamed Ibn Chambas, a, du 17 au 24 octobre 2016, effectué une visite officielle dans quatre capitales européennes: Bruxelles, Paris, Londres et Berlin.

L'objectif de ces visites était d'informer les partenaires gouvernementaux de ces pays et les institutions de développement de l'importance du rôle joué par le CNMC en tant que mécanisme de résolution pacifique de conflit créé en 2002 suite à la décision de la Cour internationale de Justice. Il a pour objectif la résolution du différend frontalier entre le Cameroun et le Nigéria; et de solliciter leur soutien au travail restant de délimitation physique de la frontière terrestre et au lancement de projets socio-économiques d'aide aux populations affectées.

«Le travail du CNMC est un exemple de premier plan dans la prévention des conflits et le règlement pacifique de différends frontaliers. L'appui de la communauté internationale dans l'achèvement de la démarcation physique de la frontière contribuera à consolider la paix entre les deux voisins», a affirmé Ibn Chambas. Le RSSG a informé que les deux pays demeuraient engagés à mener à terme ce projet historique.

Au cours de ses visites de travail, M. Ibn Chambas a rencontré plusieurs hauts fonctionnaires de l'Union européenne à Bruxelles et des Ministères des Affaires étrangères à Paris, Londres et Berlin. Tous ses interlocuteurs ont exprimé leur soutien au travail du CNMC et aux efforts de M. Ibn Chambas pour aider les deux voisins à parachever la démarcation physique de leur frontière.

Les femmes de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel solidaires des populations du Niger

Du 25 au 30 septembre 2016, UNOWAS a coordonné la mission annuelle de solidarité du Groupe de Travail Femmes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest (GTFPS-AO) au Niger. Ce fut la 5ème édition d'actions de solidarité du Groupe de Travail après celles au profit du Mali en 2012, de la Guinée en 2013, de la Guinée-Bissau en 2014 et du Nigeria en 2015. La Délégation du GTFPS-AO a eu des séances de travail avec la Haute Autorité de la

Consolidation de la Paix, la Ministre de la Promotion de la Femme, la Première Dame du Niger, le Président du Parlement entouré de femmes parlementaires, le Ministre de la Jeunesse, le Réseau des femmes africaines ministres et parlementaires du Niger (REFAMP-Niger), le Conseil National de la Jeunesse, les associations, réseaux et plateformes des femmes.

Lancement de la phase 5 d'UMOJA au sein d'UNOWAS

Avec la mise en œuvre de la phase d'UMOJA le 1er novembre 2016, toutes les catégories de personnel et hors personnel (personnel international, membres du personnel national, entrepreneurs individuels, consultants et personnel en uniforme) sont administrées dans le système UMOJA. Toutes les ressources humaines constituant le meilleur atout de l'Organisation sont administrées à partir du système administratif central qu'est UMOJA. UMOJA est une réforme administrative qui

permet à l'Organisation des Nations Unies de fonctionner plus efficacement en intégrant et en rationalisant de nombreux processus opérationnels au sein d'une seule solution globale pour l'ensemble du Secrétariat. Il s'agit d'un remaniement complet de la manière dont le Secrétariat de l'ONU gère son administration, tant dans les processus opérationnels que dans les technologies de l'information. Umoja remplace les systèmes multiples et fragmentés tels que IMIS, Mercury et Sun.



12 CHOSES A SAVOIR SUR UNOWAS

- 1 ▶ UNOWAS est une Mission Politique Spéciale (MPS) du Département des Affaires Politiques des Nations Unies.
- 2 ▶ UNOWAS a été établi en Janvier 2016 suite à la demande du Conseil de Sécurité des Nations Unies de fusionner le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) et le Bureau de l'Envoyée Spéciale pour le Sahel (OSES)
- 3 ▶ UNOWAS est dirigé par le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies, M. Mohamed Ibn Chambas.
- 4 ▶ M. Mohamed Ibn Chambas est aussi le Président de la Commission Mixte Cameroun - Nigeria (CMCN)
- 5 ▶ Les activités principales d'UNOWAS sont: diplomatie préventive, bons offices; renforcement de la coordination et du partenariat avec les organisations régionales ; facilitation de la mise en œuvre de la SINUS ; Promotion de la bonne gouvernance, du respect des droits de l'homme et de l'intégration de la dimension Genre ; Facilitation de la mise en œuvre de l'Arrêt de la Cour Internationale de Justice (CIJ) sur le litige frontalier entre Cameroun et le Nigeria.
- 6 ▶ UNOWAS s'appuie sur un partenariat régional en coordination, notamment, la CEDEAO, le G5 Sahel, l'Union du Fleuve Mano, la Commission du Bassin du Lac Tchad, l'Union Africaine système des Nations Unies et les organisations de la société civile.
- 7 ▶ UNOWAS facilite la mise en œuvre de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINUS)
- 8 ▶ La SINUS s'appuie sur trois piliers: Gouvernance, Sécurité et développement et Resilience.
- 9 ▶ UNOWAS dispose de sept (07) unités : Affaires Politiques, Coordination et Partenariat régional, Droits de l'Homme, Genre, Recherche et Analyse, Cellule de liaison auprès du G5 sahel, Information Publique et Communication.
- 10 ▶ UNOWAS a établi une cellule de liaison auprès du G5 Sahel à Nouakchott, en Mauritanie.
- 11 ▶ UNOWAS est une mission régionale qui couvre 17 pays: Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo et (Tchad).
- 12 ▶ Les pays couverts par le mandat d'UNOWAS représentent un espace de 7428 527 Km² pour environ 339 158 813 Habitants